



LIMINAIRE CSAL du 25/04/2024 DÉCLARATION DE LA CGT DIRCOFI

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,
Chers collègues,

Monsieur le Président,

Impossible de commencer cette séance sans revenir sur les nouvelles provocations du gouvernement à l'encontre des fonctionnaires : M Guérini, ministre de la Fonction publique, a annoncé une nouvelle attaque frontale contre le Statut de la Fonction publique avec la fin des catégories A, B et C et la suppression des corps. Il en a rajouté une couche en annonçant, dixit « la fin du tabou du licenciement des fonctionnaires ». M Guérini n'a-t-il pas un seul conseiller qui aurait pu lui apprendre que cette mesure existe déjà, au 4ème groupe des sanctions sous le terme « révocation » ?

Dans une époque où les gouvernants, et même Mme VERDIER, notre Directrice générale font semblant de s'alarmer du problème d'attractivité de la Fonction publique, nous sommes sûrs que cela ne va pas améliorer la situation !

Il est maintenant avéré que le seul tabou de ce gouvernement est l'augmentation des fonctionnaires. Il a, en effet, donné une fin de non-recevoir aux demandes des organisations syndicales de revoir les salaires des fonctionnaires **en 2024**.

La CGT Finances Publiques dénonce ici le bashing anti fonctionnaire entretenu par M Guérini. Il est clair que l'État veut réduire sa masse salariale pour les économies attendues et transférer de plus en plus de missions au secteur privé. Songez qu'à l'horizon 2034, c'est le rectorat de Paris lui-même qui l'a annoncé en mars, une majorité de collégiens parisiens sera scolarisé dans le privé. L'éphémère ministre Oueda Castera incarnait à la perfection cette politique minable pour l'école.

Après avoir conduit une politique économique désastreuse, à base de cadeaux fiscaux aux plus riches et de baisse des impositions des entreprises, le gouvernement va faire payer la facture aux services publics, et donc aux fonctionnaires avec une 1^{re} coupe budgétaire de 20 milliards d'euros. Cette annonce est irrecevable tant elle va avoir des conséquences désastreuses sur nos conditions de travail et sur la qualité du service rendu à la population. Nous aurions, au contraire, besoin de dizaines de milliards d'euros supplémentaires pour doter les services publics et la Fonction publique des moyens nécessaires.

Ces dizaines de milliards d'euros, vous les trouverez facilement du côté du premier poste des dépenses de l'État, les aides publiques inconditionnelles majoritairement captées par les grandes entreprises. Les collègues de la direction mobilisés sur le CIR ne le savent que trop bien. Mais aussi, nous l'avons déjà dit, vous les trouverez facilement du côté du côté des recettes avec la fin de la baisse du taux de l'IS, de la CVAE.

Et l'année 2023 montre une nouvelle fois, à la DIRCOFI IDF, une baisse des droits notifiés par rapport à 2022 : 150 000 000 € en moins ! Il y a une évidence : pas d'IS, pas d'agents, pas de droits !

A contrario de cette politique anti fonctionnaire, la CGT revendique une toute autre politique salariale avec notamment une revalorisation du point d'indice immédiate de 10 % pour compenser, au moins partiellement, la dévalorisation des rémunérations des fonctionnaires suite à l'inflation. En parallèle, la CGT revendique une refonte des grilles.

Par ailleurs, nous sommes très inquiets de la précipitation de notre DG pour expérimenter la semaine EN 4 jours. Ce projet d'organisation du travail ne nous paraît pas compatible avec de bonnes conditions de travail. Là aussi, M Guérini prend le contre-pied de la proposition CGT de la semaine de 32H00 sans réduction des salaires et avec des embauches. Encore une fois, le gouvernement nous propose la régression sociale en lieu et place du progrès social.

La CGT DIRCOFI IDF souhaiterait connaître, M Le Président, la réponse que vous avez dû donner à Bercy au plus tard ce lundi concernant cette expérimentation : quelle position la DIRCOFI IDF a-t-elle présentée ?

Nous alertons nos collègues. Avec cette mesure, ce sont les journées de RTT et même les journées de récupération des sédentaires qui pourraient disparaître. Car pour la plupart, il va être impossible de réaliser le même volume horaire hebdomadaire en 4 jours, tout en conciliant sa vie de famille, ses activités de loisirs et ses temps de repos.

Enfin, ce 25 avril est « la journée mondiale de la santé et de la sécurité au travail ».

Nous vous l'avons déjà dit aussi : de plus en plus de collègues souffrent au travail et du travail, ce qui finit forcément par déteindre sur leur vie personnelle. Combien d'agents continuent à bosser malades en télétravail ? Il faut travailler toujours plus, plus vite, toujours moins nombreux, pour des salaires qui se déprécient, etc.

A la DIRCOFI IDF, cela se sait maintenant : une majorité d'agents part dès que le délai de séjour est atteint, car ni les conditions de travail, ni la rémunération ne peuvent les retenir ! Nous vous avons d'ailleurs demandé de faire une analyse et étude l'année passée sur ce turn over...Vous aviez répondu favorablement, mais nous en attendons toujours les résultats. Pourtant les voyants sont au rouge à la DIRCOFI IDF : les agents ne restent pas, la direction figure au top 10 des directions de la DGFIP enregistrant le plus de RPS dans le DUERP, et le médecin du travail affecté à la DIRCOFI IDF croule sous les demandes spontanées de consultation des collègues. Face à ces voyants, il est urgent d'agir et d'entendre les représentants du personnel !